

EUROPE SANS VISA

Depuis des mois et des mois le flux continu de populations migrantes qui affluent au sein de l'Union Européenne ne cesse de croître. Des milliers d'enfants, de femmes, d'hommes qui viennent d'Erythrée, d'Ethiopie, du Soudan, d'Afghanistan ou de Syrie fuient les conflits armés, la répression, les mutilations, les viols et les exactions de toutes sortes. C'est là l'un des plus grands drames que l'Humanité ait connu depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

Mais face à ce désastre humanitaire d'une ampleur sans précédent que font les états de la Vieille Europe ? Ils se barricadent en espérant sinon arrêter ce flot incessant du moins l'envoyer chez leurs voisins.

On a ainsi vu la Macédoine déployer l'armée à sa frontière avec la Grèce, la Bulgarie faire de même et la Hongrie décider la construction d'un mur de plusieurs centaines de kilomètres de long qui sera, nous dit-on, infranchissable.

De leur côté la France et la Grande Bretagne ont décidé de collaborer. Londres va donc envoyer des membres de sa police se déployer à Calais et, par la voix de son ministre de l'Intérieur, Paris a promis de multiplier « les clôtures, la vidéo-surveillance, les systèmes de détection infra-rouge et les projecteurs ».



Dans le même temps David Cameron veut s'en prendre à celles et à ceux qui hébergent des clandestins et Valls ne cesse de durcir les conditions d'octroi du statut de réfugié-e-s.

L'an dernier son gouvernement « de gauche » n'a accepté que 22 % des demandes présentées alors que les gouvernements de droite de Grande Bretagne et d'Allemagne en acceptaient respectivement 39% et 47%. Grâce à nos « socialistes », la réputation de la « France, terre d'asile » a sacrément pris du plomb dans l'aile.

Et pendant ce temps des milliers de personnes continuent de perdre la vie dans le naufrage de leurs rafiots en Méditerranée, assassinées par de sordides passeurs ou abattues en tentant de franchir les frontières.



Celles et ceux qui ont la chance d'en réchapper s'entassent dans des campements provisoires, dans des conditions souvent atroces, et ne doivent bien souvent leur survie qu'au dévouement des volontaires des organisations humanitaires.

Dans une Union Européenne qui a fait de la libre circulation des capitaux, des marchandises et des services financiers sa Bible, il n'y a guère de place pour la libre circulation des êtres humains qui viennent d'ailleurs, surtout s'ils sont pauvres et affamés.

Ces gens-là n'ont pas le droit à un visa pour une vie décente et leur horizon sera encore pour longtemps bouché par les barbelés, les policiers et les militaires, les camps de regroupements et les prisons.



Bienvenue dans l'Europe du XXI^{ème} siècle !

Sommaire :

- Page 1 : Europe sans visa
- Page 2 : Les riches toujours plus riches
- Page 3 : Tsipras et la Troïka contre les travailleur-ses de Grèce
- Page 4 : Laïcité et islamophobie
- Page 5 : Répression continue en Pays Basque
- Page 6 : Livre – Ma guerre d'Espagne à moi



LE GOUVERNEMENT HOLLANDE-VALLS : AU SERVICE DES RICHES ET DES GRANDS GROUPES

En France, les riches sont plus nombreux et ils sont de plus en plus riches. Ainsi entre 2013 et 2014 la valeur totale des patrimoines déclarés a bondi de 10 %, atteignant 476,28 milliards d'€ en 2014, contre 433,47 milliards l'année précédente. Les valeurs immobilières ont crû de 8,2 % et les valeurs mobilières de 10,8 %. Le nombre d'assujettis à l'impôt sur la fortune est passé de 312 406 à 331 010, soit une progression de 6 %. Dans le même temps, les revenus boursiers du CAC 40 progressaient de 20 %.

é
d
i
t
a

En ce qui concerne la croissance, utilisée par F. Hollande, elle permettrait, selon la vision idéologique capitaliste, spontanément de réduire le chômage et de faire reculer les inégalités. Il n'en est rien : aux USA et dans les pays développés, les inégalités et le chômage sont aujourd'hui à des niveaux très élevés, équivalents à ceux mesurés par l'économiste Kuznets dans les années 1910. Dans le même temps la croissance a explosé. Il n'y a pas de loi économique inexorable conduisant à la réduction des inégalités, à la diminution du chômage. Il n'y a pas de déterminisme économique. La dette publique est aussi utilisée, par le gouvernement et le patronat, pour justifier l'austérité. C'est un faux problème, parce que les patrimoines financiers, immobiliers ont progressé beaucoup plus fortement que n'a augmenté la dette publique. Cette augmentation des produits marchands est si importante que la dette publique pourrait être rayée d'un trait de plume.



Dans ce contexte, 7,5 % des travailleurs en France sont pauvres. Ils font partie des 8,5 millions de personnes qui vivent dans notre pays avec moins de 987 € par mois. Ils sont confrontés à des problèmes sérieux pour se loger, s'alimenter, se soigner, se déplacer ou accéder aux loisirs et se cultiver. Le chômage continue d'augmenter régulièrement depuis 2008. Pour les associations de chômeurs, le nombre de demandeurs d'emploi en France s'élèverait à 8 millions avec les non-inscrits à l'ex-ANPE. Les dépenses des ménages marquent le pas fortement (l'énergie, l'habillement, les médicaments, le logement note l'Insee).

Cette situation est désastreuse, mais très significative des politiques d'austérité imposées dans toute l'Europe capitaliste. Dans le même temps les petits producteurs agricoles se meurent tandis qu'en quelques années, Bigard a racheté Socopa et Charal grâce à l'exploitation des salariés, à l'augmentation de la productivité, aux spéculations et opérations financières et fiscales multiples, aux exonérations de cotisations sociales et autres **CICE** (84,9 millions de cadeaux du gouvernement au secteur de la transformation et de la conservation des viandes)....et à la pression sur les prix payés aux éleveurs.

Cette politique agricole qui favorise les grands groupes et instaure graduellement la malbouffe est validée par Hollande et Valls au niveau européen. Dans l'industrie, de nombreuses usines disparaissent malgré les allègements de charges dans ce secteur. L'exploitation des travailleurs partout devient de plus en plus féroce. Les riches se nourrissent de la misère des pauvres. Manifestement l'argent public et privé est drainé vers la finance, vers les profits les plus juteux.

Il appartient aux différents secteurs du monde du travail de se rassembler pour mettre en cause la politique capitaliste du patronat et du gouvernement à son service, pour construire une Europe des travailleurs. Seules les luttes des classes ont permis, dans l'histoire, de combattre l'exploitation, de réduire les inégalités, le chômage, de changer la société. La mobilisation de tous est indispensable pour vivre mieux.

Les plus grandes fortunes françaises

En milliards d'euros	
Bernard Arnault (LVMH)	27
Liliane Bettencourt et sa famille (L'Oréal)	26
Gérard Mulliez et sa famille (Auchan)	20
Axel Dumas et sa famille (Hermès)	17
Gérard et Alain Wertheimer (Chanel)	14,5
Serge Dassault et sa famille (Dassault)	13,5
François Pinault et sa famille (Kering)	13,5
Vincent Bolloré (Bolloré)	10
Xavier Niel (Iliad Free)	8,5
Pierre Castel et sa famille (Castel Frères)	7,5
Emmanuel Besnier et sa famille (Lactalis)	6,5
Patrick Drahi (Altice)	6
François Perrotto et sa famille (Perenco)	5,5
Pierre Omidyar (eBay)	5,1
Famille Louis-Dreyfus (Louis-Dreyfus Négoce)	5
Jean-Claude Decaux et sa famille (JCDecaux)	4,6
Christian Courtin-Clarins et sa famille (Clarins)	4
Danièle Ricard et sa famille (Pernod Ricard)	3,3
Philippe Bellon et ses enfants (Sodexo)	3,2
Benjamin de Rothschild et sa famille (Groupe Edmond de Rothschild)	2,9



C'EST LA REPRISE ...





LE MEMORANDUM TROÏKA-GOUVERNEMENT TSIPRAS : contre les classes populaires et les travailleurs grecs !

Schäuble, ministre des finances de l'Allemagne est satisfait, de même son collègue français Sapin : c'est dans le cadre d'une austérité encore accrue pour le peuple grec que le troisième "plan d'aide" à la Grèce est en route. Après l'avoir fait adopter au Parlement, Tsipras a annoncé sa démission et de prochaines élections anticipées, prolongement de ses reculades successives face à la Troïka.

Une attaque d'ampleur contre la population

C'est bien ainsi qu'il faut qualifier les conditions accompagnant "l'aide" de 86 milliards octroyée par la Troïka.

Peut-on qualifier d'aide les 86 milliards d'euros qui seront versés peu à peu, sur trois ans, à condition que le calendrier de « réformes » (véritable plan de destruction sociale, coup de grâce contre la population grecque qui prolonge les deux précédents memorandums) prescrit par la Troïka soit effectivement mis en place ? Sont prévues des réductions budgétaire ; l'ultra libéralisation de l'économie avec des privatisations de pans entiers du secteur public à hauteur de 50 milliards et la casse de la Fonction Publique ; l'amputation des retraites avec des baisses de dépenses qui doivent atteindre 0,5% du PIB en 2015 et 1% en 2016; des augmentations d'impôts pour les retraités, les paysans, les PME etc. Mesures qui viennent s'ajouter à celles de juillet (augmentation de la TVA, hausse des cotisations maladie des retraités, expulsions facilitées pour celles et ceux qui ne pourront rembourser leur banque).

Peut-on qualifier d'aide ces 86 milliards qui vont essentiellement servir à rembourser la dette et à recapitaliser les banques grecques ? Ainsi sur les 26 milliards de la première tranche débloqués le 19 août, 13 vont à la dette (dont 3,5 milliards directement versés à la BCE le 20 août), 10 aux banques, les 3 derniers ne seront versés que plus tard et leur attribution non définie à ce jour.

Ce troisième plan d'austérité - dont l'efficacité est de plus sérieusement mise en doute par bien des économistes pourtant acquis au système capitaliste - va encore dégrader le niveau de vie d'une population déjà durement touchée. Il s'agit bien d'une décision politique. Les gouvernements des pays européens font payer au peuple grec son refus des mesures d'austérité. Redoutant une possible contagion (Espagne, Portugal, Italie, France...), ils entendent le mettre au pas.



La capitulation du gouvernement Tsipras

Le 14 août, Tsipras a gagné le vote du Parlement grec en faveur de "l'accord" avec les créanciers grâce, une nouvelle fois, aux voix des par-

tis de l'opposition (Nouvelle Démocratie, Pasok, Potami). Au sein de Syriza, il y a eu en effet 32 contre et 11 abstentions. Les frondeurs sont en légère augmentation par rapport aux votes antérieurs des 15 et 21 juillet où déjà les voix de l'opposition avaient été nécessaires à Tsipras.

Les objectifs initiaux de Syriza – en finir avec les diktats de la Troïka et l'austérité – sont relégués aux oubliettes. De même, au mépris des règles élémentaires de la démocratie, sont effacés les 61% du NON lors du référendum du 5 juillet. Il s'agit maintenant pour Tsipras de faire passer à toutes forces de nouvelles mesures dont les classes populaires et les travailleurs seront les premières victimes. La répression accompagne cette politique. Lors du procès du 28 juillet, trois militants ont été frappés de dures condamnations de prison avec sursis pour avoir manifesté deux semaines auparavant contre les mesures d'austérité (34 mois pour

un travailleur migrant, 13 mois pour un syndicaliste militant d'Antarsya, 12 mois pour un militant actif dans les réseaux de solidarité).

Dans ce contexte, la démission de Tsipras le 20 juillet et l'annonce d'élections anticipées fin septembre est la suite logique de son évolution. Le but est clair: se séparer des frondeurs - qui du reste ont créé dès le lendemain le mouvement « Unité populaire »- pour obtenir une nouvelle majorité élec-

torale et appliquer la politique imposée par la Troïka. "Je n'ai pas eu l'accord que j'espérais; mais cet accord était le meilleur possible et nous sommes obligés de le respecter " a-t-il déclaré en démissionnant.

Et maintenant ?

L'avenir dira comment la population réagira à l'aggravation des mesures d'austérité qui vont s'abattre sur elle. Seules de fortes mobilisations peuvent enrayer les attaques. Ces dernières semaines, les manifestations appelées contre le mémorandum n'ont pas rassemblé grand monde, ce qui peut s'expliquer par la période estivale mais et surtout par le désarroi face aux reculades du gouvernement Tsipras. Mais les travailleurs grecs ont montré leur capacité à s'organiser et à se battre, dans les entreprises comme dans les quartiers. Les prochaines mesures ne manqueront pas d'entraîner des réactions collectives. Les organisations qui refusent les mesures d'austérité y auront toute leur place.

En tout état de cause, la situation grecque montre l'impasse dans lequel s'enferment des organisations comme Syriza, qualifiées de « gauche radicale ». Pénétrant les institutions par la voie électorale, elles espèrent obtenir des grands groupes industriels et financiers dominants et des gouvernements à leur service quelques miettes à redistribuer à la population. Mais en période de crise généralisée, le système capitaliste refuse même cela. Toute résistance d'envergure à ses attaques ne peut qu'entraîner un affrontement global, nécessaire pour le faire reculer. C'est bien à cela que le monde du travail doit se préparer, en Grèce, en France et ailleurs, sur la base d'un programme anticapitaliste comprenant entre autre l'annulation de la dette, l'expropriation des grands groupes et des banques, la création d'un monopole public bancaire, des salaires et des retraites décents, le plein emploi.



QUAND L'UMP, LA GAUCHE ET LE FN DÉFENDENT LA LAÏCITÉ LE BAL DES FAUX-CULS



Dans les semaines qui viennent la question de la laïcité va sans doute revenir sur le devant de la scène. Durant la période estivale la droite en a remis une couche avec, coup sur coup, la décision de Gilles Platret (Les Républicains, ex-UMP), maire de Chalon-sur-Saône, de supprimer pour cette rentrée scolaire dans les écoles les repas de substitution (qui permettent aux élèves qui ne mangent pas de porc de pouvoir choisir un autre plat), suivie de celle du maire Front national de Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, qui veut installer un commissariat sur l'endroit réservé à la construction d'une mosquée.

Et sont dans les tuyaux trois propositions de loi qui seront peut être transformées en textes législatifs. Celle d'abord de Sarkozy de supprimer les repas de substitution dans toutes les cantines de France et de Navarre, celle de la secrétaire d'Etat aux droits de la femme, Pascale Boissard (PS), d'étendre l'interdiction du voile (qui existe déjà dans le primaire et le secondaire) à l'Enseignement supérieur, c'est à dire principalement aux universités, et celle enfin des Radicaux de gauche d'interdire le voile dans les crèches privées qui reçoivent des fonds de l'Etat (dite législation "Baby loup"). Et tout cela, bien entendu, au nom de la laïcité.

Une laïcité à géométrie variable

Constatons d'abord que la laïcité est un terme élastique et à géométrie variable. Il faut rappeler que le "Père de l'école laïque", Jules Ferry, fut un politicien bourgeois ultraréactionnaire. Anti-communard, violemment colonialiste et pro-impérialiste, il considérait les Africains et les Asiatiques comme des "races inférieures". Sa loi de 1882 fut, avant tout, une loi de circonstance qui avait pour but d'arracher l'enseignement des mains de l'Eglise catholique pour permettre à la bourgeoisie, à travers l'Etat, de faire entrer la modernité dans les écoles et de former les ouvriers qualifiés, cadres, techniciens, ingénieurs et scientifiques nécessaires à un développement économique basé sur une industrie moderne. Rien à voir avec un humanisme quelconque. D'autant que, dans le même temps, il ordonnait de faire la chasse aux langues minoritaires (breton, basque, alsacien, catalan, flamand etc.) dans les écoles publiques. Dans la foulée Jules Ferry faisait du jeudi un jour sans école pour permettre aux enfants de suivre les cours de catéchisme et maintenant dans les cantines le menu poisson du vendredi en commémoration du Vendredi Saint. Preuve que l'on peut être à la fois laïc et cul-et-chemise avec l'Eglise. Ces dispositions furent reprises dans la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais, depuis lors, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts.

Depuis le XIX^e siècle



66 lois anti-laïques

Depuis 1919 en effet plus de 66 lois ont remis en cause cette laïcité en donnant de plus en plus d'avantages à l'école dite, par antiphrase, libre, c'est à dire à l'école confessionnelle catholique. La plus célèbre d'entre elles est la loi Debré de 1959 qui reconnaissait à l'enseignement catholique "une mission de service public" et obtint le soutien de tous les politiciens de droite et du centre mais aussi de l'extrême droite de l'époque qui allait donner naissance au Front national. Des milliards furent alors déversés dans les caisses de l'enseignement catholique.

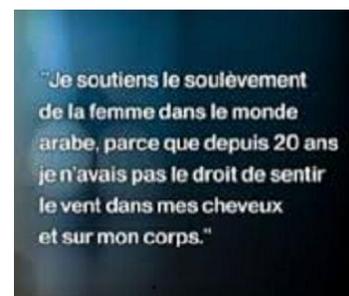
Quant à la gauche elle ne fut pas en reste lorsqu'elle revint au pouvoir. Là encore elle favorisa l'enseignement catholique à travers les lois Rocard de 1984, Chevènement de 1985, Jospin de 1989 et les accords Lang-Cloupet de 1992-1993. Et, bien évidemment, l'enseignement confessionnel juif s'engouffra dans la brèche (tout comme le fera demain l'enseignement confessionnel musulman).

RACISME



Et pas plus tard qu'en mars dernier le Parti socialiste publiait un communiqué prônant "le développement de l'enseignement confessionnel musulman". Et ce alors que les mêmes ou leurs amis nous expliquent que les repas de substitution dans les cantines et le voile à tous les niveaux de l'Enseignement public ou dans les crèches privées font peser des risques mortels à la laïcité. On ne peut être que dégoûter par tant d'hypocrisie.

Pour notre part nous ne sommes pas prêts à nous associer à une énième campagne contre le voile sur fond d'islamophobie galopante. Ce qui ne nous empêche nullement de penser que le port du voile est un signe d'oppression de la femme, et ce quelles que soient les raisons données par celles qui le portent.



Mais, finalement, le meilleur moyen de défendre l'école laïque est de réclamer la fermeture de tous les établissements confessionnels en intégrant élèves et corps enseignant à l'Ecole publique.



RÉPRESSION : pas de répit pendant l'été

Les mois se suivent, les saisons changent. Été rime souvent avec vacance, avec pause, mais pas pour la répression au Pays Basque. Arrestations à Biarritz et Osses au début de l'été, refus de la libération conditionnelle pour Xistor en août : le gouvernement français continue de suivre pas à pas le gouvernement Rajoy dans son refus de tout geste qui irait dans le sens de la résolution du conflit, et persiste dans la provocation.

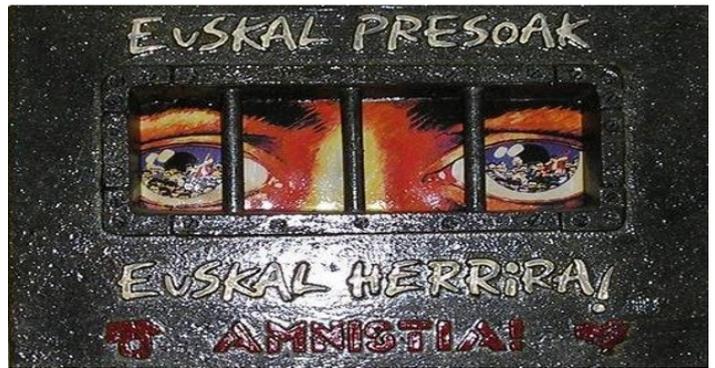
Arrestations à Biarritz et Osses

L'opération policière du 7 juillet à Osses a donné lieu à cinq interpellations : deux militants présumés de l'ETA (Xabier Goyenechea et Josena Reta), les deux propriétaires de la maison et Gracie Etchebehere, qui hébergeaient les deux militants. Des documents auraient été saisis. L'intervention a été brutale face au rassemblement de soutien qui a immédiatement eu lieu à Osses. Plusieurs manifestants ont été blessés (coups de matraque et tirs de flash ball). Les deux militants sont incarcérés, les trois autres personnes ont été libérées mais un procès les attend.

Cette opération fait suite à celle de Biarritz : le 28 juin, des armes de l'ETA ont été saisies dans une villa. La propriétaire, Nathalie Chasseriaux a finalement été relâchée mais reste sous contrôle judiciaire. Enrique Lopez, également arrêté dans cette affaire, reste en prison.

Pas de libération conditionnelle pour "Xistor"

C'est le verdict rendu le 6 août par le tribunal d'appel. Pourtant, condamné en 1990 à la prison à perpétuité avec une peine de sûreté de 18 ans, Frederik Haranburu, dit "Xistor", peut bénéficier de la libération conditionnelle... depuis 2008. Son projet de réinsertion est complet. Mais la "justice" française a estimé que l'ETA peut reprendre la lutte armée et F. Haranburu récidiver. Elle ignore



la déclaration publique de l'ETA annonçant l'arrêt définitif de la lutte armée il y a bientôt quatre ans, sa volonté de restituer son armement (et elle a commencé à le faire), sa participation au processus de paix comme du reste le Collectif des prisonniers, dont Xistor.

Le collectif Bagoaz, composé de 24 organisations, qui défend les droits des prisonniers et exilés politiques basques, dénonce les « arguments sévères et scandaleux » des juges pour refuser la libération de Xistor, et leur demande « d'entrer dans le processus de paix et de le prendre en compte ».

Le 20 juin dernier, Bagoaz avait adressé une lettre ouverte à la ministre de la Justice Christiane Taubira, précisément pour signaler les « graves problèmes concernant les demandes de libération conditionnelles », le fait que « la plupart d'entre elles sont refusées, manifestement pour des raisons politiques comme on peut le voir dans les attendus des jugements ». En effet, des jugements similaires à celui de Xistor sont fréquents et montrent bien la volonté politique de l'Etat français. Bagoaz terminait la lettre en écrivant que « la question des prisonnier-e-s est une question centrale et urgente du processus. Dans ce contexte général, il faut que celles et ceux qui ont droit à la libération conditionnelle ou à une suspension de peine puissent dès maintenant en bénéficier... Nous attendons de votre part une prise de position dans ce sens ».

Résistances et mobilisations

De nombreuses manifestations ont eu lieu à Biarritz et à Osses pour dénoncer la répression et exiger la libération des personnes interpellées.

Le 18 juillet, 2 000 personnes ont défilé dans les rues de Saint-Jean-Pied-de-Port derrière la banderole « Non à la répression, oui à la résolution ». La libération des prisonniers a été exigée, de même qu'une « solution globale pour l'ensemble des prisonniers politiques basques ». Les intervenant-e-s ont aussi dénoncé l'attitude des gouvernements français et espagnol qui va à l'encontre du processus de paix. Ils ont présenté la solidarité comme un combat contre la répression : « à chacun, acteurs politiques, élus, citoyens, de prendre ses responsabilités ». L'autocollant porté massivement par les manifestant-e-s était clair : « Nik ere, ene etxeko atek idekiak ditut - Moi aussi j'ouvre les portes de chez moi ! ».

Le combat continue !





Livre

« Ma guerre d'Espagne à moi », de Mika Etchebehere
Une femme à la tête d'une colonne au combat
Editions « Milena - Libertalia »



Il faut se réjouir de la réédition du livre de Mika Etchebehere (1902-1992) publié pour la première fois chez Denoël en 1976...

Née Michèle Feldman en Argentine, dans une famille juive immigrée de Russie, elle baigne très tôt dans un environnement socialiste...

Alors qu'elle est étudiante elle rencontre Hippolyte Etchebehere, argentin d'origine basque, dont elle partagera la vie jusqu'à la mort de ce dernier...

Exclus tous les deux en 1925 du Parti communiste argentin, auquel ils avaient adhéré l'année précédente, ils sont résolument anti-staliniens et profondément internationalistes.

L'insurrection des mineurs des Asturies en 1934 est pour eux une des prémices de la Révolution espagnole.

Ils arrivent en Espagne quelques semaines avant la tentative de coup d'Etat du général Franco et de la majorité de l'armée contre la République.



C'est alors qu'Hippolyte se voit confier le commandement d'une des colonnes armées du POUM qui part pour le front. Il se fera tuer un mois plus tard...

Le livre est rempli d'anecdotes sur la vie quotidienne au front et à l'arrière, sur les problèmes personnels et politiques que rencontre Mika...

Pour les jeunes (et les moins jeunes), qui n'ont pas forcément une idée très précise de ce que fut la Révolution espagnole, le livre chaleureux de Mika leur permettra d'appréhender une réalité complexe...

Ajoutons enfin qu'un moment emprisonnée par les agents espagnols de Staline, Mika parvint à se réfugier en France où finalement elle devait finir ses jours...

librairie la-breche.com
Pour toutes vos commandes, faites vivre une librairie militante!

Anti-k
L'économie anti-capitaliste
http://www.anti-k.org

UN AN PLUS TARD
1336
Aux amateurs et amatrices de thé et de tisanes!
1336 jours de lutte sociale contre Unilever ont donné naissance à deux marques : 1336 et Scop TI.